

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Au capital de 16 471 980 €
Siège social : Rue de l'Avenir - 73100 Aix-les-Bains
Direction générale : 4 parvis Colonel Arnaud Beltrame - 78000 Versailles
R.C.S. Chambéry 745 420 653

AVIS DE REUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le Jeudi 4 juin 2026 à 9 heures 30 dans la salle de l'Esplanade de la société au 10 boulevard de Russie, 73100 Aix-les-Bains, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les résolutions suivantes :

ORDRE DU JOUR

A titre extraordinaire :

- Autorisation consentie au Président du Directoire en vue de l'achat par la Société de tout ou partie de ses actions détenues par le FCPE GROUPE LEON GROSSE ;
- Autorisation consentie au Président du Directoire à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'Actions détenues
- Changement de dénomination sociale ;
- Réduction de capital non motivée par des pertes de la société de 70 000 € par voie d'achat de la société de ses propres actions de préférence de catégorie R et annulation subséquente de celle-ci ;
- Autorisation consentie au Président du Directoire à l'effet de modifier les statuts de la société à la suite de la décision de la diminution du capital non motivée par des pertes ;
- Autorisation consentie au Président du Directoire en vue d'une augmentation de capital ;

A titre ordinaire :

- Distribution de réserves ;
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
- Affectation du résultat de l'exercice, fixation du dividende ;
- Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225 -86 du Code de commerce ;
- Quitus donné au Président et aux membres du Directoire et au Président et aux membres du Conseil de surveillance ;
- Fixation du montant des jetons de présence ;
- Renouvellement du mandat de quatre membres du Conseil de surveillance ;
- Nomination d'un nouveau membre du Conseil de surveillance ;
- Pouvoirs pour formalités.

Le Directoire

TEXTE DES RÉSOLUTIONS

Résolutions relevant de l'Assemblée générale extraordinaire :

Première résolution (Autorisation consentie au Président du Directoire en vue de l'achat par la Société de tout ou partie de ses actions détenues par le FCPE GROUPE LEON GROSSE) – L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des articles L 3332-17 du Code du travail et R 214-214 du Code monétaire et financier, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance, du rapport des Commissaires aux comptes :

- (i) **autorise** la Société à acquérir, en une ou plusieurs fois, tout ou partie de ses actions qui seront détenues par le FCPE GROUPE LEON GROSSE, dans la limite toutefois de dix pour cent (10 %) du montant de son capital social (étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la date des présentes), et ce, afin de permettre à la société de gestion d'honorer en temps utile les demandes de rachat en instance émanant des porteurs de parts du FCPE GROUPE LEON GROSSE, conformément au Protocole de Liquidité ;
- (ii) **décide** que l'acquisition des actions détenues par le FCPE GROUPE LEON GROSSE au capital de la Société se fera à la dernière valeur communiquée par la Société à la société de gestion du FCPE GROUPE LEON GROSSE, et déterminée selon la méthode d'évaluation des actions définie par l'expert indépendant, conformément aux dispositions des articles R. 3332-22 et suivant du Code du travail ;
- (iii) **donne** tous pouvoirs au Président du Directoire aux fins de représenter la Société lors des opérations d'acquisition décrites ci-avant et, aux effets ci-dessus, faire toutes déclarations concernant la Société, signer tous actes et pièces dans le respect des conditions et selon les modalités définies aux termes du Protocole de Liquidité, substituer si besoin est, et, plus généralement, faire le nécessaire ;
- (iv) **fixe** à dix-huit (18) mois, à compter de la date des présentes, la durée de validité de la présente.

Cette résolution sera à renouveler chaque année lors de l'Assemblée Générale de la Société.

Deuxième résolution (Autorisation consentie au Président du Directoire à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'Actions détenues) – L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, sous réserve de l'approbation de la précédente résolution, et conformément aux dispositions de l'article L. 3332-17 2°) du Code de travail et L. 225-209-2 du Code de commerce,

Autorise le Président du Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi :

- (i) à annuler, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, tout ou partie des actions acquises par la Société dans le cadre de l'autorisation de rachat par la Société de ses propres Actions faisant l'objet de la première résolution ou d'autorisations ultérieures, ou qu'elle viendrait à détenir par tout autre moyen conformément aux dispositions légales applicables, dans la limite de 10 % du capital, cette limite s'appliquant à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la date des présentes ;
- (ii) à réduire corrélativement le capital social, en imputant la différence entre la valeur d'achat des Actions annulées et leur valeur nominale sur les comptes de primes ou de réserves disponibles (y compris la réserve légale) de son choix.

La présente autorisation est donnée au Président du Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date des présentes, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les Actions, de rendre définitive(s) la (ou les) réduction(s) de capital, d'en constater la réalisation, de procéder à la modification corrélative des statuts et, généralement, de faire le nécessaire.

L'Assemblée générale prend acte que l'annulation des titres envisagée ne favoriserait aucun actionnaire en particulier et, par conséquent, que la réduction de capital ne porterait pas atteinte à l'égalité des actionnaires.

Comme conséquence de ce qui précède, l'Assemblée générale prend acte qu'aucune offre d'Achat d'actions ne sera faite aux actionnaires de la Société, lesquels renoncent expressément à se prévaloir de ce droit octroyé par l'article R. 225-153 du Code de commerce.

Cette résolution sera à renouveler chaque année lors de l'Assemblée générale de la Société.

Troisième résolution (*Changement de dénomination sociale*) – L'Assemblée générale, après avoir entendu le rapport du Président du Directoire, décide de modifier la dénomination sociale de la Société de "Entreprise Générale Léon Grosse" en "Léon Grosse".

En conséquence de la décision de modifier la dénomination sociale de la manière suivante, l'article 3 "Dénomination sociale" des Statuts est annulé et sera libellé comme suit :

La Société est dénommée : "LEON GROSSE".

Quatrième résolution (*Réduction de capital non motivée par des pertes de la Société de 70 000 euros par voie d'achat de la Société de ses propres actions de préférence de catégorie R et annulation subséquente de celles-ci*) – L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance (i) du rapport du Directoire de la Société, (ii) du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi en application de l'article L.225-204 du Code de commerce relatif à la réduction de capital, décide, sous réserve de l'absence d'opposition des créanciers ou, en cas d'opposition, du rejet de celles-ci par le Tribunal de Commerce, ou que celles-ci n'excèdent pas [50.000] euros, de réduire le capital social d'un montant de 70 000 euros pour le ramener de 16 471 980 € euros à 16 401 980 euros par voie d'achat par la Société de 500 de ses propres actions de préférence de catégorie R (les « ADP R Offertes à l'Achat ») en vue de leur annulation, conformément à l'article L.225-207 du Code de commerce.

Les 500 ADP R Offertes à l'Achat seront acquises par la Société moyennant un prix unitaire à la valeur réelle d'une ADP R calculée au 4 juin 2026 conformément aux termes et conditions desdites ADP R (telles que figurant dans les statuts de la Société), à savoir 3 230 euros, soit un prix global de 1 615 000 euros, lequel sera imputé sur le capital de la Société à concurrence de 70 000 euros et pour le solde, prélevé sur les sommes distribuables.

Le rachat des ADP R aura une incidence sur la situation des titulaires d'actions de préférence de la Société, en particulier en ce qui concerne leur quote-part de capitaux propres à la clôture du dernier exercice. Le paiement des ADP R se fera en numéraire, payable par versement d'espèces et/ou par compensation avec toute créance liquide, certaine et exigible, détenue par la Société sur l'associé participant, étant précisé que le prix de rachat des ADP R serait financé grâce à la trésorerie disponible de la Société au jour de la réalisation de l'opération.

Les ADP R achetées dans les conditions définies ci-dessus seront annulées selon les conditions prévues à l'article R. 225-158 du Code de commerce et ne donneront pas droit au paiement de dividendes au titre de l'exercice fiscal en cours.

Cinquième résolution (*Autorisation consentie au Président du Directoire à l'effet de modifier les statuts de la Société à la suite de la décision de la diminution du capital non motivée par des pertes*) – L'Assemblée Générale, en conséquence de l'adoption de la décision qui précède, et sous réserve de l'absence d'opposition des créanciers, ou, en cas d'opposition, de rejet de celles-ci par le Tribunal de Commerce, ou que celles-ci n'excèdent pas [50.000] euros, donne tous les pouvoirs au Directoire à l'effet de réaliser et de constater l'achat puis l'annulation du nombre d'ADP R ainsi acquises.

Les Associés disposeront d'un délai de vingt (20) jours à compter de l'envoi de cette offre pour saisir le Directoire de leur demande de rachat. Cependant, dans le cas où tous les Associés auraient répondu avant l'expiration du délai de 20 jours, la réduction de capital pourra être constatée avant l'expiration du délai sous réserve toutefois du respect du délai d'opposition des créanciers.

Au cas où, à l'expiration du délai, le nombre des ADP R dont l'achat aura été demandé par les Associés serait supérieur au nombre d'ADP R Offertes à l'Achat, il sera procédé ensuite, pour chaque Associé qui s'est porté vendeur, à une réduction proportionnelle au nombre d'ADP R dont l'Associé demande l'achat. Si cette réduction fait apparaître des rompus, ceux-ci seront totalisés et le nombre d'ADP R ainsi obtenu sera réparti entre les Associés vendeurs dont les fractions seront les plus élevées.

À l'inverse, au cas où, à l'expiration du délai, le nombre des ADP R dont l'achat aura été demandé par les Associés serait inférieur au nombre d'ADP R Offertes à l'Achat, le capital ne sera réduit que de la valeur nominale des seules ADP R ainsi achetées.

Les Associés, en conséquence de ce qui précède, autorisent le Directoire et lui donnent tous pouvoirs à l'effet de :

- mettre en œuvre la présente décision ;
- constater, au vu des oppositions éventuelles et de leur traitement, la réalisation définitive ou la non-réalisation de la réduction de capital prévue aux termes de la première et de la présente décision ;
- et modifier les statuts en conséquence, prendre toute mesure, effectuer toute formalité utile et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire pour la réalisation définitive de la réduction de capital ci-avant.

Sixième résolution (Autorisation consentie au Président du Directoire en vue d'une augmentation de capital) – L'Assemblée générale, après lecture du rapport spécial du président du Directoire, des articles L225-127 et suivants du code de commerce, de l'avis du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux comptes,

donne tous pouvoirs au président du Directoire, au titre de l'article L225-129-2 du Code de commerce, afin d'augmenter le capital de la Société en une ou deux fois, après consultation du Conseil de surveillance, par émission d'actions ordinaires, sous les conditions suivantes :

- cette délégation est consentie pour une durée courant jusqu'à l'Assemblée générale de clôture des comptes de l'exercice 2027, et au plus tard 24 mois à compter du jour de la présente assemblée,
- cette augmentation de capital ne pourra excéder un montant de cent quarante mille euros (140 000 €), par voie d'émission de mille actions (1 000), d'une valeur nominale unitaire de 140 €,
- en vue d'honorer l'/les engagement(s) de cession d'actions ordinaires, consentis par la Société ou sa filiale, LG Participations, envers le FCPE LEON GROSSE, dans le cadre de la/des prochaine(s) campagne(s) de souscription lancé(s) par le Fonds et ouvrant le capital de la Société à ses salariés.

L'assemblée des Actionnaires renonce par anticipation au droit préférentiel de souscription qu'elle détient au titre de l'article 7 des Statuts.

Les actions ordinaires nouvelles porteront jouissance courante dès la réalisation de l'augmentation de capital visée à la présente décision. Dès cette date, elles seront soumises à toutes les dispositions statutaires.

Le Directoire imputera sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions, constatera la réalisation de l'augmentation de capital réalisée, accomplira toutes les formalités utiles à l'émission des actions ordinaires nouvelles, procédera aux modifications corrélatives des statuts, et d'une manière générale, accomplira tous actes et formalités nécessaires.

Résolutions relevant de l'Assemblée générale ordinaire :

Septième résolution (Distribution de réserves (cette résolution concerne les actionnaires en pleine propriété et nue propriété)

L'Assemblée générale,

décide, sur proposition du Conseil de surveillance de procéder à une distribution de réserves de 9 412 560 euros par voie de prélèvement de pareille somme en intégralité sur le compte « Autres Réserves »,

constate que conformément à l'article L. 232-11 du Code de commerce, cette distribution de réserves n'a pas pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur au capital social de la Société augmenté des réserves et est conforme à l'intérêt social de la Société.

La distribution de réserves unitaire brute est donc de 80 euros.

La distribution de réserves en numéraire sera mise en paiement au siège social à compter du 18 juin 2026 :

- pour les actions inscrites en compte « nominatif pur » : directement par la Société suivant le mode de règlement qui lui a été indiqué par leurs titulaires ;
- pour les actions inscrites en compte « nominatif administré » : par les intermédiaires habilités auxquels la gestion de ces titres a été confiée.

L'Assemblée générale prend acte, en ce qui concerne la distribution de réserves revenant aux actions dont la propriété est démembrée, que s'agissant d'une distribution par voie de prélèvement sur le compte « Autres réserves », elle sera allouée aux nu-propriétaires.

La distribution de réserves revenant aux associés personnes physiques fiscalement domiciliés en France sera soumise, conformément à l'article 28 de la loi de finances pour 2018, au Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU), sauf la faculté pour les contribuables, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, d'opter pour sa taxation selon le barème progressif (et de bénéficier en conséquence de l'abattement de 40 % prévu par les dispositions en vigueur et, partiellement, de la déductibilité de la CSG) ; l'option étant alors formulée de façon globale pour l'ensemble des revenus, gains nets, profits et créances entrant dans le champ d'application du PFU.

En tout état de cause, la distribution est soumise, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sauf demande de dispense dans les conditions prévues par la loi, à un Prélèvement Forfaitaire Non Libératoire (PFNL) au taux de 12,80 %, imputable sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré et, en cas d'excédent, restituable.

Les contributions sociales (CSG, CRDS, prélèvement social, contribution additionnelle et RSA) sur les revenus du patrimoine et exigibles à raison de la présente distribution seront prélevées à la source conformément aux dispositions en vigueur.

Huitième résolution (*Approbation des comptes sociaux*) – L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025,

approuve sans réserve les comptes sociaux, le bilan et le compte de résultat de la Société arrêtés à cette date, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Neuvième résolution (*Approbation des comptes consolidés*) – L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, incluant le rapport sur la gestion du Groupe, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025,

approuve sans réserve les comptes consolidés de la Société arrêtés à cette date, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Dixième résolution (*Affectation du résultat*) – L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil de surveillance,

décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2025, de la façon suivante :

• bénéfice net de l'exercice	29 428 865.51 €
• report à nouveau	0.00 €
• total distribuable	29 428 865.51 €

Le total distribuable de l'exercice est affecté comme suit :

• à la réserve légale	0.00 €
• au service du dividende	9 294 903.00 €
• aux "Autres réserves"	10 066 981.51 €
• au "Report à nouveau"	10 066 981.00 €

L'assemblée générale fixe ainsi le dividende revenant à chacune des 117 657 actions au titre de l'exercice 2025 à 79 euros (dividende n° 97).

Ce dividende sera payable à compter du 18 juin 2026 :

- pour les actions inscrites en compte « nominatif pur » : directement par la Société suivant le mode de règlement qui lui a été indiqué par leurs titulaires ;
- pour les actions inscrites en compte « nominatif administré » : par les intermédiaires habilités auxquels la gestion de ces titres a été confiée.

Le dividende revenant aux associés personnes physiques fiscalement domiciliés en France sera soumis, conformément à l'article 28 de la loi de finances pour 2018, au Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU), sauf la faculté pour les contribuables, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, d'opter pour sa taxation selon le barème progressif (et de bénéficier en conséquence de l'abattement de 40 % prévu par les dispositions en vigueur et, partiellement, de la déductibilité de la CSG) ; l'option étant alors formulée de façon globale pour l'ensemble des revenus, gains nets, profits et créances entrant dans le champ d'application du PFU.

En tout état de cause, la distribution est soumise, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sauf demande de dispense dans les conditions prévues par la loi, à un Prélèvement Forfaitaire Non Libératoire (PFNL) au taux de 12,80 %, imputable sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré et, en cas d'excédent, restituable.

Les contributions sociales (CSG, CRDS, prélèvement social, contribution additionnelle et RSA) sur les revenus du patrimoine et exigibles à raison de la présente distribution seront prélevées à la source conformément aux dispositions en vigueur.

Il est rappelé que les distributions au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

- Exercice clos le 31 décembre 2024 : 159 € par action dont 79 € de dividende ordinaire et 80 € de distribution exceptionnelle de dividende (dividende n° 96) ;
- Exercice clos le 31 décembre 2023 : 145 € par action dont 65 € de dividende ordinaire et 80 € de distribution exceptionnelle de dividende (dividende n° 95) ;
- Exercice clos le 31 décembre 2022 : 127 € par action dont 52 € de dividende ordinaire et 75 € de distribution exceptionnelle de dividende (dividende n° 94).

Onzième résolution (*Approbation du rapport sur les conventions réglementées*) – L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce, approuve ledit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Douzième résolution (*Quitus*) – L'Assemblée générale donne quitus au Président et aux membres du Directoire, ainsi qu'au Président et aux membres du Conseil de surveillance pour l'exercice écoulé.

Treizième résolution (*Fixation du montant des jetons de présence*) – L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil de surveillance, fixe à la somme globale de 500 000 euros, les jetons de présence à répartir entre les membres du Conseil de surveillance pour l'exercice en cours.

Quatorzième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance*) – L'Assemblée générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de surveillance de la société GLC Family, dont la représentante permanente est Madame Audrey YVERT-GROSSE, pour une durée de trois ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028, soit en 2029.

Quinzième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance*) – L'Assemblée générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Jérôme GROSSE, pour une durée de trois ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028, soit en 2029.

Seizième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance*) – L'Assemblée générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de surveillance de Madame Cécile MADAMET-GROSSE, pour une durée de trois ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028, soit en 2029.

Dix-septième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance*) – L'Assemblée générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de surveillance de Madame Audrey MENASSÉ, pour une durée de trois ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028, soit en 2029.

Dix-huitième résolution (Nomination d'un nouveau membre du Conseil de surveillance) – L'Assemblée, après avoir entendu le président du Conseil de surveillance, nomme en qualité de membre du Conseil de surveillance, Madame Maï DE LA ROCHEFORDIERE pour une durée de trois ans. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028, soit en 2029.

Dix-neuvième résolution (Pouvoirs pour formalités) – L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour l'accomplissement des formalités requises par la loi.

oOo

Les demandes d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R 225-71 du Code de commerce doivent, conformément aux dispositions légales, être envoyées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécommunication électronique, à l'adresse suivante : juridique@leongrosse.fr, à compter de la publication du présent avis et jusqu'à vingt cinq (25) jours avant l'Assemblée générale.

Elles doivent être accompagnées de la justification de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée, conformément aux dispositions réglementaires.

Toute demande d'inscription de projets de résolutions devra également être accompagnée du texte des projets de résolutions et éventuellement d'un bref exposé des motifs, ainsi que d'une attestation d'inscription en compte. L'examen du point ou de la résolution sera subordonné à la transmission par l'auteur de la demande d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Les questions écrites, auxquelles il sera répondu au cours de l'Assemblée générale, accompagnées d'une attestation d'inscription des titres dans les comptes de titres nominatifs ou au porteur, doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au siège social de la société, ou par voie de télécommunication électronique, à l'adresse suivante : juridique@leongrosse.fr, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'Assemblée.

Tout actionnaire peut participer à cette Assemblée ou choisir l'une des trois formules ci-après :

- *donner procuration à son conjoint, au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, ou à un autre actionnaire ; ou à toute autre personne physique ou morale de son choix dans les conditions de l'article L225-106 du Code de commerce ;*
- *adresser une procuration à la société sans indication de mandataire ;*
- *voter par correspondance ;*
- *donner procuration au Président de l'Assemblée.*

Tout actionnaire pourra participer à l'Assemblée à condition que ses titres soient libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis trois (3) jours ouvrés au moins avant la date de réunion, zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs détenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur. Seuls pourront participer à l'Assemblée les actionnaires remplissant à cette date les conditions prévues.

Un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration et ses annexes seront tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, ou adressés, aux frais de la Société, à tout actionnaire qui en aura fait la demande par lettre recommandée avec avis de réception.

Il sera fait droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard six (6) jours avant la date de réunion de l'Assemblée.

Les formulaires de vote par correspondance ou par procuration adressés ou remis à la Société par les propriétaires d'actions au porteur devront être accompagnés d'un certificat d'indisponibilité.

Ils ne seront pris en compte qu'à condition de parvenir au siège social trois (3) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Il est rappelé que le vote par correspondance est exclusif du vote par procuration.

Conformément à la loi, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à l'Assemblée générale, seront mis à la disposition des actionnaires, au siège social de la Société, à compter de la convocation de l'Assemblée générale et au moins pendant le délai de quinze jours qui précède la date de la réunion, ou transmis sur simple demande adressée à la Société, à compter de la convocation de ladite Assemblée et jusqu'au cinquième jour inclus avant la réunion.

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentés par des actionnaires.

Le Directoire